



Rapport d'introduction de l'Assemblée Générale de rentrée du 30 août 2012

200 participants.

Hervé Ossant

Tout d'abord, j'espère que vous avez toutes et tous passé de bonnes vacances. Encore cette année plus d'un français sur deux ne sera pas parti en vacances et n'aura pas pu ainsi profiter pleinement de ses congés payés.

Un été marqué par une situation sociale et économique qui continue de se dégrader tant au niveau national, européen qu'international.

Un été marqué par l'exacerbation entre le capital et le travail.

S'il faut une image, nous pourrions prendre les Jeux Olympiques de Londres, capitale du Royaume uni mais aussi une des capitales de la finance mondialisée.

Ce grand rendez-vous sportif se veut porteur de valeurs que nous portons aussi à la CGT tel que l'humanisme ou bien encore la fraternité. La CGT a dénoncé la marchandisation à outrance d'un évènement qui se veut planétaire et a revendiqué le retour à des Jeux Olympiques populaires dégagés de la tutelle de la marchandisation et de la finance.

Ainsi pendant 15 jours, les JO sont devenus « l'opium du peuple ». Cela ne doit pas faire oublier que derrière le gigantisme mercantile, c'est 9 milliards qui restent à la charge de l'Etat Britannique et de la ville de Londres. Ainsi la Grèce voit, encore aujourd'hui, sa dette extérieure plombée de 2 à 3% par les conséquences des jeux de 2004 dans une situation socio-économique d'une grande gravité.

La CGT a dénoncé également le choix de Monsieur Mittal, sponsor du CIO pour 18 millions d'euros, pour porter la flamme Olympique en lieu et place des sportives et sportifs, seuls légitimes pour le faire, et alors qu'il détruit la sidérurgie dans notre pays et casse la vie de milliers de familles.

Monsieur Mittal ferait mieux de rallumer la flamme des hauts fourneaux de Florange plutôt que de parader en bienfaiteur. Cette fermeture brise la vie de centaines de familles. Là-dessus, c'est sûr, il a la médaille d'or.

Mais puisque nous sommes à Londres restons-y pour évoquer une autre multinationale dont le siège se trouve dans la City. Elle non plus ne fait pas dans la dentelle et c'est peu de le dire. Cette société s'appelle Lonmin. Elle extrait du platine et sa principale mine est en Afrique du Sud à Marikana. Son chiffre d'affaires s'est établi à 2 milliards de dollars en 2011. A juste titre les mineurs, qui gagnent 400€ par mois, demandaient le triplement de leur salaire.

Comme aux plus beaux jours de l'apartheid, suite à l'intervention de la police 34 mineurs ont été tués et 78 blessés. Après ce massacre, la direction restait de marbre et menaçait les grévistes de licenciements s'ils ne reprenaient pas le travail.

Disons-le haut et fort ce massacre est un assassinat que nous condamnons et demande à être puni comme tel. Au-delà de cette atrocité, ce n'est ni plus ni moins le droit de grève qui est remis en cause. Le capitalisme aux abois se radicalise.

Inquiétant polaroïd de l'état du monde que nous livrent ces sociétés minières.

Un capitalisme qui n'a pas pris une ride et retrouve des accents dignes du 19^{ème} siècle. En effet, évoquons la révolte des canuts en 1831, ces ouvriers de la soie à Lyon, qui pour la première fois dans l'histoire moderne, des travailleurs se soulevèrent pour revendiquer des conditions de travail dignes et décentes et un tarif minimum afin de se garantir un salaire décent.

Cette insurrection lyonnaise connaîtra un retentissement international et marque l'incursion de la question sociale et ouvrière dans le champ politique. L'organisation de ces ouvriers qui préfigure le syndicalisme moderne obtient gain de cause auprès du Préfet. Mais le patronat de l'époque ne veut pas appliquer l'accord. La répression et la Garde Nationale font leur apparition. Les canuts finiront par dresser des barricades dans Lyon, soutenus par d'autres corps de métiers. Ils seront victorieux et les troupes quitteront la ville. Malheureusement on dénombrera 600 victimes.

Lyon n'a plus de gouvernement et 3 semaines plus tard, le Duc d'Orléans fils aîné du roi, fait son entrée dans la ville rebelle à la tête de 20 000 hommes. Il n'est pas difficile d'imaginer la suite. Un arrêté proclamera nul le tarif promis.

Matériellement la révolte des canuts est un échec mais symboliquement, son écho répercute les éclats de la victoire de par leur discipline, leur solidarité et la clarté de leurs revendications, les travailleurs lyonnais ont pris conscience d'eux-mêmes et ont ouvert la voie aux futures luttes sociales et ouvrières.

Ils ont mis à jour un nouveau métal : la conscience de classe !

C'est ce qui fait encore écho dans la lutte des mineurs de Marikana ou bien encore chez les mineurs espagnols.

C'est ce qui fait encore écho dans les nombreuses manifestations européennes, ces derniers temps avec aussi la Grèce, le Portugal, l'Italie... Face à une crise systémique, tous, adresse un message pour dire NON aux politiques d'austérité imposées aux peuples. Eux qui vivent déjà et subissent déjà la philosophie du TSCG.

En France, nous sortons d'une forte période électorale et pas des moindres, où la CGT a été très active pour gagner le changement. Le nouveau chef de l'Etat ne peut pas reproduire les méthodes utilisées par son prédécesseur. Je pense notamment au Traité de Lisbonne. Ainsi, pour le TSCG (le pacte budgétaire Merkel/Sarkozy) contrairement aux déclarations de victoire, le Président de la République ne l'a pas renégocié. Il s'est contenté d'un volet sur la croissance limité et simplement annexé au traité, il a même accepté le renforcement des pouvoirs des institutions européennes au détriment de la souveraineté nationale. Le TSCG sanctifie la règle d'or et soumet les Etats à l'austérité à perpétuité.

Nous exigeons que la ratification de ce nouveau traité par la France soit préalablement soumise à une consultation populaire par voie référendaire. C'est une exigence de démocratie. C'est d'ailleurs l'avis de 72% de la population. Dans ce sens, nous proposerons à notre prochaine Commission Exécutive une proposition de déclaration de notre Union Départementale. Nous devons mener le débat tant interne avec les militants qu'en externe. Nous avons aussi comme point de repère la déclaration de la CES du 25 janvier dernier.

Il est prévu de nouvelles mobilisations en septembre en Espagne et en Italie mais aussi en Angleterre en octobre (c'est dire !).

Oui, nous ne devons rien lâcher, car le changement comme nous l'entendons reste à conquérir.

Ainsi, le coup de pouce au SMIC début juillet de 2% correspond à une baguette de pain par semaine. Ceci est largement insuffisant, inefficace économiquement et indécent au regard des difficultés des français. Les sondages d'opinions ont montré à plus de 80% la déception des français pour boucler leur fin de mois. Notre objectif d'un SMIC à 1700€ reste plus que jamais d'actualité.

Cet été il y a eu la conférence sociale des 9 et 10 juillet. Cette conférence intervient après des années de viol du dialogue social durant lesquelles les syndicats n'étaient convoqués que pour l'affichage. Il reste de ces 2 jours une « feuille de route sociale » tracée par le 1^{er} ministre qui va ouvrir une série de négociations sur des sujets cruciaux, aux termes desquelles des décisions législatives seront adoptés (un compte rendu de 52 pages de la délégation CGT est à disposition). C'est donc sur les prochains mois que nous allons juger non seulement de la manière mais aussi du contenu.

Cette « conférence sociale » reste pour le moment au milieu du gué et ne répond pas aux urgences sociales. La CGT doit avoir sa propre feuille de route en continuant de mener la bataille des idées et de faire grandir les rapports de force. Il n'y a pas de temps à perdre.

Ainsi, après avoir soigneusement retardé les annonces fatales (après les élections présidentielles et législatives), le groupe PSA a annoncé dès le lendemain de la "conférence sociale" plus de 8 000 suppressions d'emplois et la fermeture de PSA Aulnay.

Le gouvernement doit prendre ses responsabilités dans ce dossier à hauteur de la catastrophe sociale annoncée et rompre avec les postures de circonstance de l'ancien gouvernement. On ne peut pas d'un côté reconnaître que les patrons et les actionnaires de la filière automobile se comportent comme des incapables irresponsables alors qu'ils ont revendiqué et encaissé des milliards d'€ d'aides de toutes sortes et de l'autre laisser mettre 8 000 salariés au chômage tandis que ceux qui vont rester au boulot vont se tuer au travail. Dans notre département la fermeture de PSA Aulnay concernerait 10 000 personnes entre les emplois directs et indirects !

La situation appelle des décisions urgentes, permettant aux salariés et à leurs représentants de suspendre les plans « sociaux » et les restructurations et des décisions de plus long terme en matière de politique industrielle.

Oui, PSA n'a pas fini de faire la Une de l'actualité sociale, économique et politique. Avec le plan de soutien à la filière automobile fait dans la foulée des annonces de PSA, le gouvernement a pris le risque de décevoir. Rien dans les annonces n'apporte la moindre

réponse aux menaces qui pèsent sur l'emploi, y compris dans le domaine de la recherche et du développement chez PSA. On reste dans les logiques traditionnelles d'aides sans aucune contrepartie sociale.

Face à une situation aussi grave l'intervention du gouvernement ne peut se borner à un traitement plus ou moins social. Qui plus est, dimanche soir sur BFM TV, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement Productif, déclarait que les salariés de PSA et les syndicats devaient être responsables ! On va bientôt leur fournir la pelle pour creuser leur propre tombe.

Cette déclaration paraît pour le moins déplacée car en plus elle soutient de manière implicite un groupe malhonnête. N'oublions pas que nous avons révélé le plan de PSA il y a un an et que PSA y pensait depuis au moins 2009/2010, c'est à dire pendant des années où le groupe faisait des profits et des ventes record.

Ce n'est pas une difficulté conjoncturelle qui a motivé PSA mais une volonté de faire toujours plus de profits et ce au détriment des salariés, véritables variables d'ajustement. Le coût du travail, c'est les actionnaires et la famille Peugeot. Il faut interdire les licenciements boursiers et geler toutes les restructurations dans la filière.

De même, nous contestons l'idée de surcapacité de production. S'il y a surcapacité, pourquoi ouvrir des usines à l'étranger ? Pour le marché local ? Non, les véhicules sont ensuite vendus ici. Il y a une véritable stratégie mortifère d'utiliser les pays à bas coût pour faire uniquement plus de profit et organiser le dumping social. Combien coûte le traitement social de ces délocalisations, de ces fermetures et de ces plans sociaux à la collectivité ? Combien de vies brisées ? Quel coût carbone pour faire venir des véhicules fabriqués à des milliers de kilomètres ?

Devant ces réalités, le patronat regarde ailleurs et fuit ses responsabilités.

Notre détermination doit-être totale pour inverser leurs logiques de rentabilité qui continue de miner l'emploi industriel et nos capacités de production en France et qui enfonce davantage la société dans la profondeur de la crise.

PSA Aulnay ne doit pas fermer. Nous devons gagner la production de la C3 jusqu'à sa fin de vie, c'est à dire jusqu'en 2016 et gagner un nouveau modèle.

Pour ce faire, un certain nombre d'actions ont déjà été menées. **Il y en aura d'autres et notamment nous proposons un meeting sur la question de l'emploi en cœur de ville au plus proche de la population.**

Nous proposons que ce meeting se déroule au cœur d'une cité, au cœur de ceux qui sont frappés le plus par le chômage et ce n'est pas "d'emplois francs" dont ils ont besoin.

Nous proposons que ce meeting se déroule dans la cité dite des 3 000 à Aulnay. Cette cité qui a été construite en son temps pour accueillir les travailleurs de l'usine PSA d'Aulnay. Cette cité des 3 000 qui porte le nom en réalité de "Rose des vents". Pendant plus d'un an la direction de PSA nous a vendu du vent suite à la révélation des plans de PSA par la CGT. Il faut que la direction de PSA sache qu'une Rose a des épines et que le vent peut se transformer en tempête.

Tous ensemble, si vous en êtes d'accord, construisons cette initiative au côté des travailleurs de PSA mais aussi avec tous ceux qui sur le département sont menacés dans

leur emploi ou qui sont victimes de plans sociaux. **Avec le Public et le Privé car nos emplois dépendent des autres.** Avec tous ceux qui vivent dans la précarité et l'interrogation du lendemain comme à Roissy par exemple.

Pour construire ce rendez-vous nous avons à notre disposition un tract pétition pour que PSA ne ferme pas parce-que PSA c'est nous tous. Allons avec cette pétition au contact des salariés et de la population pour faire grandir nos exigences, dans les entreprises, sur les marchés, dans tout lieu public, faisons du porte à porte notamment dans la cité des 3 000.

Nous nous fixons l'objectif de 10 000 signatures pour la fin septembre. Cette pétition et ce meeting sont un bon moyen de mettre les mains dans le cambouis du mécano libéral.

Nous pourrions faire ce meeting le samedi 29 septembre. Premièrement, c'est le jour de l'ouverture du Mondial de l'automobile à la porte de Versailles et deuxièmement nous serons à quelques jours de **la journée d'action européenne du 9 octobre pour le développement de l'emploi industriel.** Journée d'action que nous devons aborder de façon interprofessionnelle avec préavis de grève et une manifestation aura lieu à Paris.

Par ailleurs, nous proposerons d'organiser ce meeting du 29 aux autres organisations syndicales du département lors d'une intersyndicale que nous aurons la semaine prochaine.

Oui, de l'argent, il y en a pour l'emploi, les salaires, les services publics ou notre protection sociale.

Ainsi, les entreprises du CAC 40 ont fait 84 milliards de bénéfices en 2011 et les actionnaires ont vu leurs dividendes augmentés de 14%. Décidément, les années passent et se ressemblent puisque sur 31 sociétés du CAC 40 ayant publié leurs résultats pour le premier semestre 2012 : 34 milliards d'€ de profits sont déjà annoncés.

Oui, de l'argent il y en a pour la justice sociale ! L'argent créé par le travail doit revenir aux travailleurs !

Dans les premiers de la classe on retrouve encore Sanofi-Aventis avec 3 milliards d'€ de bénéfices et qui veut supprimer 2 000 emplois ou bien encore TOTAL avec 5,3 milliards d'€ et le prix à la pompe s'envole et rien n'est fait de conséquent pour que cela s'arrête. Une autre encore comme GDF SUEZ : 3,5 Mds d'€ de bénéfice net ajusté en 2011 et déjà 2,3 milliards d'€. Cette entreprise où l'Etat est présent ose demander le remboursement rétroactif de 290 000 millions d'€ à 9 millions de foyers suite à une décision du Conseil d'Etat. L'Etat peut agir, l'Etat doit agir.

A un moment où la France a un taux de croissance à zéro où l'INSEE prévoit un recul sans précédent depuis 1984 du pouvoir d'achat individuel cette année de 1,2%, nous avons des entreprises qui sont d'une rare insolence au regard de l'orientation de leurs bénéfices.

Si les salaires n'augmentent pas, les dividendes des actionnaires SI, à l'instar des prix des carburants, du gaz, des produits de première nécessité, etc...

La relance économique passe par l'augmentation des salaires et la consommation des ménages. Pour cela, il faut une autre répartition des richesses !

Avec une hausse de 2% du SMIC, c'est le réalisme économique ou bien la rigueur budgétaire qui l'a emporté au grand soulagement du Patronat. Ce dernier opposant hausse de salaire et menaces sur l'emploi. Pourtant 3 salariés sur 4 payés au SMIC travaillent dans des secteurs où les entreprises ne sont pas soumises à la concurrence internationale. On peut parfaitement augmenter le SMIC sans entamer la compétitivité et par la même relancer la consommation.

Pour assombrir encore un peu plus le tableau, les chiffres du chômage accusent des records. Après avoir passé la barre des 10%, il y aura certainement bientôt la barre des 3 millions de privés d'emplois catégorie A (sans activité) et la barre des 5 millions toutes catégories confondues.

De ce point de vue, la CGT révélait qu'elle avait recensé 75 000 emplois menacés dans l'industrie dont 30 000 en IDF. Selon certaines projections, il y aurait dans les mois qui viennent un total de 300 000 emplois menacés tous secteurs confondus.

Pour notre département, il y a 95 580 privés d'emplois (catégorie A) en hausse de 7,4% sur 1 an. Imaginons ce chiffre si nous rajoutons les 10 000 de PSA ou encore les 10 ou 15 000 emplois directs et indirects avec le plan Transform 2015 d'Air France.

Nous devons continuer à recenser les plans sociaux et les emplois sur le département.
L'UD avait fourni aux UL et US un tableau de recensement (à faire remonter à l'UD).

A entendre certains commentateurs, il y aurait une austérité de droite et une autre de gauche ?!

Non, il n'y a qu'une seule austérité, celle que veulent nous imposer les tenants du capital.

Les salariés ont le droit d'espérer et d'exiger une augmentation de salaire significative ou bien encore une politique de l'emploi ambitieuse. Sur ces 2 tableaux le gouvernement ne donne pas l'exemple.

Ainsi, la Ministre de la Fonction publique a annoncé lors d'un déplacement à Saint-Etienne le 28 juin que la page de la Révision Générale des Services Publics est « tournée » et qu'un audit sera mené pendant l'été par l'Inspection Générale de l'Administration», pour évaluer l'impact sur le terrain de ce programme de réorganisation et d'économie de l'État lancé en 2007, symbolisé avant tout par le non remplacement d'un départ sur deux dans la Fonction publique d'État.

Cette règle du 1 sur 2 a engendré la suppression de plus de 150 000 postes dans la Fonction publique d'État. Reste que si le gouvernement a affiché des priorités telle que l'Éducation avec des créations de postes, celles-ci seront compensées par la suppression de 2,5 % des effectifs de certains ministères. La CGT de la Fonction Publique appelait le gouvernement à changer vraiment car les effectifs en baisse importante conduisent à la mise en péril de pans entier de l'intervention publique. La CGT considère donc qu'il faut rompre d'urgence avec une politique dogmatique, dangereuse et, de surcroît, inepte dans sa mise en œuvre. Les agents de la Fonction Publique ne sont pas une variable d'ajustement économique.

La ministre interrogée sur la question des salaires, sur le point d'indice, qui sert de base au calcul des salaires des fonctionnaires et a été gelé pendant deux années de suite au grand dam des syndicats, indiquait que le gouvernement va «rétablir une justice», tout en

ajoutant qu'il n'est pas question d'«ouvrir les vannes budgétaires (car) la situation ne le permet pas». De plus, les ministères devront baisser leurs dépenses de 7%.

Nous voyons l'importance de faire vivre la dynamique et la feuille de route des Assises du Service Public à travers le collectif "Liberté, égalité, fraternité, service public". Vous avez à ce propos dans vos pochettes le Livre Blanc de ces assises qui se sont tenues le 24 mai dernier. Dans le cadre de la feuille de route, nous avons en perspective la possibilité d'un premier débat décentralisé sur la question de l'Eau sur le territoire d'Est Ensemble pour gagner une régie publique de l'Eau. Le collectif départemental se réunit la semaine prochaine.

Remettre au cœur de notre pacte républicain la présence structurante dans notre société des services publics est une campagne que nous allons continuer.

Autres campagnes que nous allons mener :

- Une campagne TPE
- Une campagne de syndicalisation
- Une campagne pour la reconquête de la Protection Sociale

Campagne TPE :

Tout le monde est maintenant au courant. Nous arrivons dans la dernière ligne droite puisque nous sommes à J-3 mois avant que les 4,5 millions de salariés des petites entreprises puissent voter du 28 novembre au 12 décembre 2012. C'est un vote sur sigle par correspondance ou par internet. Pour notre département ce n'est pas moins de 100 000 salariés concernés.

Les résultats de ces élections vont s'ajouter à celles de la Fonction Publique et celles des élections CE et DP. Ainsi tout le salariat aura été consulté ce qui nous donnera l'audience de chaque organisation syndicale conformément à la loi du 20 août 2008 sur la représentativité. Ces audiences finales devront être connues dans le 2^{ème} semestre 2013.

C'est donc un dernier vote très important puisque il donnera droit aux organisations syndicales représentatives de négocier, de signer des accords, les accords conventions collectives...et ce avec des accords majoritaires. Il nous reste à gagner que majoritaire veut bien dire 50% dans le privé comme ce qui été obtenu dans le public. Actuellement majoritaire veut dire 30% dans le privé.

Mais au-delà de cette question de la représentativité, ces élections sont pour la CGT, l'occasion de travailler à la conquête des mêmes droits pour tous les salariés qu'ils soient issus des grandes, comme des petites entreprises.

Nous avons pour cela des matériels disponibles généralistes ou par secteur d'activité. Nous avons créé sur le site de l'UD un espace élections TPE et vous avez aussi au niveau national www.tpe2012.fr. Toucher ces salariés n'est pas chose facile. Il nous faut nous déployer en faisant du ciblage mais aussi être présent dans la sphère publique. Pour ce faire, l'UD a édité un bandeau à 50 000 exemplaires. Voilà de quoi tenir 3 mois et à nos bassines de colle.

L'UD va aussi écrire à tous les maires de Seine-Saint-Denis pour demander la possibilité d'avoir des panneaux électoraux dans leur ville. Elle fera un communiqué de presse sur le sujet dans les jours qui viennent.

De plus, il y aura des encarts dans la presse départementale. Ceci est en cours de réalisation. Il y aura aussi le Bus de la Fédé du Commerce qui sera présent sur notre département fin octobre.

Dans un vote où l'abstention risque d'être forte, chaque voix que nous irons chercher sera précieuse dans le résultat final.

Campagne de syndicalisation :

La campagne de syndicalisation que nous lançons à l'occasion de notre AG de rentrée n'est pas sans lien avec la campagne TPE et tout le reste de notre activité revendicative.

Je rappelle que nous avons été, par deux années consécutives, au-dessus de la barre des 25 000 syndiqués sur notre département. Cela faisait 15 ans que nous n'avions pas passé cette barre.

Nous nous sommes fixé l'objectif collectif d'être à 25 000 syndiqués pour notre Comité Général départemental du 6 décembre.

Jusqu'à il y a quelques jours, nous accusions un retard conséquent de date à date en nombre de FNI. Aujourd'hui nous sommes à 20 867 FNI au lieu de 21 377 soit un retard de 510 FNI. Ceci est plus raisonnable et nous pouvons nous féliciter de l'effort qui a été fait. Effort que nous devons bien évidemment poursuivre. Nous pouvons arriver à 100% de FNI pour notre Comité Général si nous nous y mettons tous ensemble. En ce qui concerne le nombre d'adhésions nouvelles nous sommes à 1056 au lieu de 1 335 de date à date.

Si nous voulons affronter tous les défis revendicatifs qui sont devant nous avec efficacité n'oublions pas de prendre soin de notre organisation en prenant du temps sur les questions d'Orga et de vie syndicale. C'est notre outil commun pour une CGT à l'offensive.

Travailler l'existant et travailler l'avenir doivent rythmer notre campagne de syndicalisation pour renforcer notre organisation en nombre d'adhérents et nous rapprocher de notre objectif des 30 000 syndiqués.

Nous avons à notre disposition un livret de syndicalisation travaillé par le collectif Orga/Qualité de vie syndicale (que nous pouvons remercier) que nous avons tiré à 50 000 exemplaires avec une affiche à 9 000 exemplaires (30x40 et 60x80). Ce livret inclus aussi la dimension "élections TPE". Je l'ai dit, les campagnes s'alimentent.

Campagne "Reconquête de la Protection Sociale" :

En matière de Protection Sociale, la conférence sociale des 9 et 10 juillet 2012 a identifié des chantiers prioritaires et entre autres, pour élargir et diversifier les sources de financement de notre système de protection sociale. Le Gouvernement a annoncé qu'il « *saisira le Haut Conseil du financement de la protection sociale dès le mois de septembre 2012, afin qu'il établisse un diagnostic sur les modalités actuelles de financement de notre protection sociale, le partage entre les besoins de protection sociale relevant d'une approche contributive et non-contributive et les évolutions possibles du système actuel,*

notamment s'agissant de la diversification des recettes». Sur la base de ce rapport, qui sera remis au Premier ministre au premier trimestre 2013, le Gouvernement annonce qu'il engagera une concertation avec les partenaires sociaux.

Nous attendons aussi le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2013 (PLFSS) à l'automne à l'Assemblée Nationale.

Nous avons besoin dès maintenant d'une campagne de réappropriation des fondements notamment de la sécurité sociale. Redonner aux syndiqués et aux salariés, à partir de nos repères revendicatifs, les moyens de comprendre ce que sont le salaire socialisé et les fondements de la sécurité sociale, la place du travail et depuis sa création, l'importance des rapports de forces dans son évolution. Dans ce cadre, le dossier "Retraite" reviendra aussi sur la table début 2013.

Concernant les enjeux et nos propositions sur le financement de la Protection Sociale et notamment de la sécurité sociale, le débat est en cours dans la CGT et toute décision sera soumise au CCN.

Nous avons à notre disposition un film "Remettre la vie au cœur" que vous pouvez visionner sur le site de la CGT ou que vous pouvez vous procurer dans vos Unions Locales. C'est un film de 8 mn qui permet de pouvoir démultiplier les débats dans les entreprises avec les syndiqués puis avec les salariés afin de travailler la mobilisation pour la reconquête et pour le renforcement de nos acquis et de nos droits. Il y a aussi 5 fiches d'information à disposition.

L'UD a programmé une demi-journée d'étude le mercredi 3 octobre prochain. Des cartons d'invitation sont à votre disposition.

Voilà, chers(es) camarades, de quoi nous occuper jusqu'à notre **Comité Général du 6 décembre**. Ce rendez-vous important de démocratie interne appelle à travailler dès aujourd'hui la participation du plus grand nombre. Dans ce sens, un tableau d'objectifs va être fourni par UL et un 4 pages « spécial Comité Général » sera bientôt disponible.

Notre Comité Général se déroulera à quelques mois du 50^{ème} congrès de la CGT à Toulouse (mars 2013).

En attendant, il nous faut prévoir des plans de travail qui s'articulent dans une complémentarité pour être efficace.

Je terminerais en évoquant la première mobilisation de la rentrée. En l'occurrence la manifestation unitaire de samedi prochain 1^{er} septembre pour la régularisation des travailleurs sans papiers et ce à l'occasion du 16^{ème} anniversaire de l'évacuation de l'église Saint-Bernard. Evacuation qui nous en rappelle d'autres dans la période (je pense évidemment aux Roms). Cette manifestation se déroulera de la République à l'église Saint-Bernard à 14h30.

Je vous remercie.

